

A mon sens, il est bon que les Nations Unies s'occupent du désarmement à deux niveaux. Comme c'est un problème qui intéresse tout le monde, il nous faut une assemblée délibérante où tous les États-membres peuvent présenter régulièrement leurs points de vue sur le désarmement comme nous le faisons ici. Par contre, les négociations doivent se poursuivre au sein d'un organisme plus restreint et qui fonctionne par consensus. De l'avis du Canada, en se joignant de nouveau au dialogue sur le désarmement, la France a pris une décision très importante et qui augure bien du succès de nos délibérations. Et nous espérons que la République populaire de Chine considérera qu'il va de son intérêt d'unir ses efforts à ceux des autres pays pour faire progresser la cause du désarmement.

Par ailleurs, on a fait des propositions pour améliorer les moyens de recherche des Nations Unies sur les questions de désarmement et assurer une plus vaste diffusion des résultats obtenus. Nous sommes tout à fait ouverts à des propositions de ce genre. Sur cette question d'intérêt public comme sur d'autres, les gouvernements ne peuvent que tirer profit de discussions mieux documentées. Le désarmement est l'affaire de tous, mais à l'heure actuelle seuls quelques-uns sont au fait du problème. C'est pourquoi des intérêts particuliers dominent le débat et faussent les conclusions. Il faut s'assurer que leur point de vue ne prévaudra pas. Des recherches et des analyses impartiales, présentées en termes accessibles, contribueraient pour beaucoup à redresser l'équilibre.

Déjà en 1929, Salvador de Madariaga, l'un des plus éloquents apôtres du désarmement, affirmait qu'il s'agissait "en fait du problème de l'organisation de la communauté mondiale". En un sens très global, l'histoire lui a donné raison. La course aux armements à laquelle nous tentons de mettre fin est un symptôme de l'insécurité des nations. Plus que cela, elle risque de provoquer une catastrophe mondiale. C'est pour cette raison qu'a été convoquée cette session extraordinaire. Ce sont les premières assises sur le désarmement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ne laissons pas échapper cette occasion de marquer le cours des événements. Nous ne pouvons nous attendre à régler tous les problèmes au cours de nos délibérations et ce n'est certainement pas en noircissant du papier que nous y parviendrons. Il faut plutôt essayer d'en arriver à un accord raisonnable sur des objectifs généraux et sur un plan d'action pour les prochaines années. Si nous réussissons, si nous savons garder intact notre espoir de mettre fin à la course aux armements, alors nous aurons posé un geste important dans la conduite des affaires mondiales.